

CONSULTATION INFORMELLE EN VUE DE L'ANUE-5

Compte-rendu de la Réunion des Etats du 21 au 23 juillet 2020

Les Etats se sont réunis du 21 au 23 juillet 2020 pour la première série de consultations informelles organisée par le PNUE. Ces consultations ont pour objectif de préparer la cinquième Assemblée des Nations Unies pour l'Environnement qui se tiendra au moins de février 2021.

En vue de cette Assemblée, trois séries de consultations sont organisées afin de préparer une déclaration politique pour l'environnement.

Trois Etats et groupes d'Etats ont publié leur réponse aux questions des co-facilitateurs adressées en amont de la rencontre : les Etats-Unis, le Mexique et l'Union Européenne. Les autres Etats ont formulé leurs remarques dans des déclarations préliminaires. Les remarques ci-dessous résument les positions formulées par les Etats concernant l'adoption des principes dans une future déclaration politique.

Synthèse des positions des Etats

Les Etats consultés du 21 au 23 juillet 2020 se montrent favorable à une déclaration politique forte qui serait adoptée lors de l'ANUE-5 en février 2021. Quant au contenu de cette déclaration, les opinions divergent.

Les Etats plutôt favorables aux principes mettent en avant le principe de responsabilité commune mais différenciée, affirmé notamment par les pays en développement (G77 + Chine, Groupe Afrique, GRULAC).

La consultation révèle un consensus autour du problème de mise en œuvre des normes existantes. Cette mise en œuvre défailante est justifiée par un manque de volonté politique, que la déclaration doit pallier, ou par un manque d'aide financière.

Tableau récapitulatif :

<i>Etat membre ou Groupe d'Etats</i>	<i>Position et remarques</i>
<i>Etats-Unis</i>	Ne se prononce pas sur les principes. Défavorable au dialogue : Les Etats-Unis affirment leur volonté de ne pas faire partie du dialogue ouvert par les co-facilitateurs. Ils soutiennent que ce dialogue dépasse les prérogatives liées à la résolution 73/333. Favorable à une déclaration : Les Etats-Unis souhaitent une déclaration politique de haut-niveau lors de l'ANUE-5.

<i>Mexique</i>	<p>Plutôt favorable aux principes : Le Mexique souhaite un dialogue sur les principes et la mise en place d'une documentation pour une meilleure compréhension et mise en œuvre de ces derniers aux niveaux national et multilatéral.</p> <p>Favorable à un caractère contraignant : Le Mexique se montre favorable à la consolidation des travaux des chercheurs en les adaptant en plusieurs accords multilatéraux contraignants.</p>
<i>Union Européenne et Etats membres</i>	<p>Favorables aux principes : L'UE affirme l'importance des principes. Les principes existants de droit international de l'environnement sont une base importante pour une meilleure gouvernance environnementale. L'UE souligne la nécessité de leur incorporation dans les législations nationales.</p> <p>Défavorable à un Pacte contraignant : L'UE déclare qu'il n'est pas dans son intention que les négociations mènent à un pacte international contraignant. L'UE souligne la relativité des principes au niveau national. Elle se montre néanmoins favorable à la reconnaissance du devoir partagé de prendre soin de l'environnement.</p>
	Ci-après : résumé des déclarations préliminaires des Etats
<i>Groupe Afrique</i>	<p>Plutôt défavorable aux principes : le Groupe Afrique formule que les failles du Droit international de l'environnement ne concernent pas les principes, mais plutôt leur mise en œuvre inefficace.</p> <p>Favorable à une déclaration : le GA affirme la nécessité d'implanter les principes et accords existants, mais ne se montre pas favorable à un texte contraignant.</p>
<i>Algérie</i>	<p>Ne se prononce pas sur les principes mais affirme l'importance du principe de « responsabilité commune mais différenciée »</p> <p>Favorable à une déclaration : l'Algérie souhaite une mise en œuvre claire et efficace des textes, et une approche holistique des objectifs de développement durable.</p>
<i>Intervention de l'Australie</i>	Ne se prononce pas sur les principes car l'Australie est réticente au processus de consultation.
<i>Brésil</i>	<p>Favorable à une déclaration politique non-contraignante</p> <p>Plutôt favorable aux principes : rappelle le principe de responsabilité commune mais différenciée, et veut une déclaration où les pays en développement peuvent compter sur plus d'assistance.</p> <p>Favorable à une déclaration politique concrète : Le Brésil affirme que le problème réside dans l'implantation des normes préexistantes.</p>

<i>Chili</i>	<p>Défavorable aux principes : le Chili estime qu'il est inutile de rouvrir les discussions pour un pacte mondial ou pour consolider les principes du droit international de l'environnement.</p> <p>Favorable à une déclaration politique qui vise à mettre en œuvre les principes existants.</p>
<i>Chine</i>	<p>Plutôt favorable aux principes : la Chine cite les principes d'harmonisation entre l'économie, le développement social et la préservation de l'environnement, le principe de responsabilité commune mais différenciée, et le principe de souveraineté de l'Etat.</p>
<i>Colombie</i>	<p>Favorable à une déclaration politique lors de l'ANUE-5.</p> <p>Favorable aux principes : la future déclaration sera l'occasion de les rappeler et de les renforcer.</p> <p>Favorable à une déclaration politique non contraignante qui doit renforcer le droit international de l'environnement.</p>
<i>Costa Rica</i>	<p>Plutôt favorable aux principes et rappelle celui de responsabilité commune mais différenciée.</p> <p>Favorable à une déclaration politique : celle-ci sera l'occasion de renforcer la mise en œuvre et la gouvernance du droit internationale de l'environnement.</p>
<i>Egypte</i>	<p>Plutôt favorable aux principes : notamment ceux de responsabilité commune mais différenciée, équité, droit au développement durable et éradication de la pauvreté.</p> <p>Favorable à une déclaration politique non contraignante : tant que les actuels textes internationaux ne connaîtront pas de mise en œuvre suffisante, de nouvelles obligations légales paraissent inutiles.</p>
<i>Ethiopie</i>	<p>Plutôt favorable aux principes : la déclaration sera l'occasion d'ancrer la progressive conceptualisation du développement durable ces dernières décennies.</p> <p>Favorable à une déclaration politique qui soit tournée vers l'action et la mise en œuvre.</p>
<i>G77 et Chine, représentés par la Palestine</i>	<p>Favorables aux principes : qui doivent être réaffirmés dans la déclaration, avec celui de la responsabilité commune, mais différenciée.</p> <p>Favorables à une déclaration non-contraignante : celle-ci doit témoigner de la volonté politique des Etats de renforcer la coopération internationale, s'articuler avec les textes déjà existants et étendre les moyens de mise en œuvre de ces derniers aux pays émergents.</p>

<i>GRULAC/ GALC</i>	<p>Ne se prononce pas sur les principes mais rappelle le principe de responsabilité commune mais différenciée, la nécessité d'améliorer la préservation de l'environnement.</p> <p>Favorables à une déclaration non contraignante et orientée vers l'action pour renforcer la mise en œuvre des instruments déjà existants sans s'ajouter à eux.</p>
<i>Inde</i>	<p>Ne se prononce pas sur les principes mentionne le principe de Responsabilité commune mais différenciée.</p> <p>Favorable à une déclaration politique forte : celle-ci doit témoigner de la volonté politique des Etats de mettre en œuvre l'Agenda 30 et les Objectifs de développement durable de l'ONU.</p>
<i>Japon</i>	<p>Ne se prononce pas sur le contenu de la déclaration politique, ni sur les principes.</p> <p>Favorable à une déclaration politique qui est l'opportunité pour les Etats de montrer leur volonté de renforcer la gouvernance internationale pour l'environnement.</p>
<i>Nouvelle-Zélande</i>	<p>Ne se prononce pas sur les principes.</p> <p>Favorable à une déclaration : elle devra reconnaître et soutenir le cadre existant du droit international de l'environnement, : la Nouvelle-Zélande ne souhaite pas rouvrir les discussions sur un pacte.</p>
<i>Royaume-Uni</i>	<p>Le RU ne se prononce pas sur les principes. Il mentionne simplement la nécessité d'améliorer la mise en œuvre des "obligations juridiques existantes."</p> <p>Favorable à une déclaration non-contraignante : cette déclaration doit se fonder sur les accords internationaux existants.</p>
<i>Suisse</i>	<p>La Suisse ne se prononce pas sur les principes. Elle souhaite éviter de nouveaux débats politiques sur les sujets sensibles.</p> <p>Favorable à une déclaration non-contraignante : la Suisse souhaiterait une déclaration adoptée lors de l'UNEA-5.</p>
<i>Turquie</i>	<p>Ne se prononce pas sur les principes mais veut une approche fondée sur le droit au développement, à la durabilité et à la résilience.</p> <p>Favorable à l'adoption d'une déclaration politique lors de l'UNEA-5 ou Stockholm +50 : la Turquie souhaite une déclaration politique et générale accessible au public.</p>

